

Récapitulatif des notions essentielles

Prestation de conseil et achat d'espace

Depuis la loi Sapin, les agences doivent dissocier les opérations de conseil des achats d'espaces pour lesquelles elles ne peuvent encaisser de sommes destinées aux acquisitions.

Contrat de conseil et contrat de mandat

Le contrat de conseil instaure une relation contractuelle directe entre le client et le conseil. Le contrat de mandat permet à une personne physique ou morale de représenter une autre personne et d'agir en son nom.

Mandataire et mandant

Le mandant donne mandat au mandataire d'agir en son nom. Le contrat de mandat organise la relation entre eux.

Responsabilité civile délictuelle et responsabilité civile contractuelle

De nature civile, toutes deux ont pour objectif de compenser un préjudice par des dommages et intérêts. Le préjudice délictuel est issu d'une faute qui doit être prouvée, le préjudice contractuel vient du non-respect d'un contrat.

Obligation de résultat et obligation de moyen

Le débiteur d'une obligation de résultat peut mettre en jeu la responsabilité contractuelle du créancier si le résultat n'est pas atteint. S'il s'agit d'une obligation de moyen, il devra prouver l'existence d'une faute.

Efficacité d'une campagne et validité juridique

L'agence a une obligation de moyens pour l'efficacité de la campagne mais une obligation de résultat pour sa régularité juridique.

Droits de propriété intellectuelle de l'agence employeur et de ses salariés

Les créations publicitaires des salariés sont transmises automatiquement à l'employeur dès lors qu'il leur verse un salaire.

Cession implicite et cession explicite de droit de propriété intellectuelle

Aucune cession implicite n'est possible, seule une cession contractuelle précise des droits est possible. Ce qui n'est pas expressément cédé est conservé. En cas de cessions successives, il convient de vérifier avec une extrême attention la chaîne des cessions.